



Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique de l'Autorité de régulation des communications électroniques intitulée « Attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine »

Le 7 septembre 2017

Réponse de Bouygues Telecom

Bouygues Telecom souhaite tout d'abord remercier l'Autorité pour l'opportunité qui lui est donnée, grâce à cette consultation, de commenter les projets de l'Autorité pour la bande 3410-3460MHz.

Bouygues Telecom mesure l'importance que revêt la connectivité pour nos concitoyens et est en conséquence pleinement consciente de l'impatience numérique qui en découle pour les habitants des territoires encore mal desservis en haut ou très haut débit fixe.

Nous comprenons donc les motifs qui conduisent l'Autorité à réserver la bande 3410-3460 MHz au déploiement de la boucle locale THD radio.

Nous regrettons néanmoins que l'Autorité, à l'occasion de cette consultation, ne communique pas plus d'informations sur les modalités et le calendrier de libération pour le mobile de la bande 3460-3800 MHz. Cette bande a en effet une importance stratégique pour les opérateurs mobiles puisqu'elle représente une opportunité unique et un axe majeur de développement de la 5G en Europe.

Il nous paraît donc essentiel que l'ARCEP précise au plus tôt les conditions de réaménagement de la bande afin, d'une part, de donner de la visibilité aux candidats à l'attribution de la bande 3410-3460 MHz et, d'autre part, d'éclaircir les conditions de mise à disposition de la bande pour la 5G mobile.

Dans cette optique, Bouygues Telecom souhaite formuler les observations suivantes :

1. Nécessité d'interdire le cumul de fréquences aux titulaires des autorisations BLR 1 et BLR 2 qui se porteraient candidats à l'attribution de fréquences en bande 3410-3460 MHz

Il nous paraît important que l'Autorité précise que les acteurs qui obtiendraient des fréquences en bande 3410-3460 MHz dans le cadre de la procédure proposée dans le document n°1 ne puissent simultanément prétendre au maintien de leur autorisation BLR 1 ou BLR 2 sur cette même zone géographique.

Pour les titulaires des autorisations BLR 1 ou BLR 2 candidats à l'attribution d'autorisations THD Radio en bande 3410-3460MHz, il serait utile que les modalités d'attribution précisent le délai qui leur est fixé pour restituer les fréquences BLR 1 et/ou BLR 2 dans les zones géographiques où ils ont obtenu des fréquences dans le cadre de la nouvelle procédure d'attribution THD radio.

L'Autorité devrait également dès à présent prévoir le réaménagement des autorisations BLR2 et BLR1 dans le bas de la bande (à partir de 3410MHz) dans les départements où aucune autorisation THD radio n'aura été délivrée. Sachant qu'il est souhaitable que le haut de la bande 3.4-3.6 GHz soit libéré en 2020 pour permettre son attribution au très haut débit mobile, nous recommandons à l'Autorité de raccourcir la procédure d'attribution de fréquences pour le THD radio dans la bande 3410-3460 MHz afin de laisser un temps que l'Autorité juge suffisant pour l'exécution du réaménagement de BLR2 et BLR1.

2. Nécessité d'accélérer le calendrier de migration du Ministère de l'Intérieur

Nous saluons la libération de la bande 3452-3460MHz (et de la bande 3552-3564MHz) par le ministère de l'Intérieur. Nous estimons cependant que la migration de ces liaisons point à point devrait être achevée avant 2020 afin de ne pas entraver le réaménagement des autorisations BLR existantes dans la partie basse de la bande 3.4-3.6GHz d'ici 2020.

A titre d'exemple, nous notons qu'il y a actuellement dans le département des Bouches-du-Rhône des liaisons point à point du ministère de l'Intérieur ainsi que deux titulaires d'autorisations BLR. S'il n'y a pas de demande de nouvelle attribution pour le THD radio dans ce département, les deux autorisations BLR existantes pourraient être migrées dans la bande 3410-3470MHz avant 2020 sous réserve que les liaisons du ministère de l'Intérieur soient migrées vers une autre bande de fréquences bien avant cette date.

3. Conditions techniques d'utilisation des fréquences 3410-3460MHz

Nous estimons souhaitable que l'ARCEP se réserve la possibilité d'imposer plus tard la synchronisation des réseaux THD radio avec les futurs réseaux mobiles 5G s'il était démontré par la suite que l'absence de synchronisation conduise à une utilisation non efficace des fréquences de la bande 3.4-3.8GHz.

Nous considérons également que l'Autorité devrait définir des conditions techniques pour le THD radio qui laissent la possibilité d'attribuer ultérieurement les fréquences de la bande 3410-3460MHz en urbain pour un usage mobile. Ainsi la limite proposée de densité surfacique de puissance dans les zones de couverture adjacente (-131dBW/MHz/m^2) pourrait être remplacée par les seuils de coordination aux frontières de la Recommandation ECC (15)01 pour ne pas contraindre excessivement les éventuels futur déploiements mobiles en urbain.

4. Garantir l'utilisation effective et efficace des fréquences pour ne pas obérer la capacité du mobile à développer une 5G de qualité

Le document n°1 prévoit l'obligation pour les futurs attributaires de déployer au moins 10 stations radioélectriques par département, 12 mois après la délivrance de l'autorisation. Afin d'éviter tout effet d'aubaine, compte tenu des conditions financières attractives de ces futures autorisations et de l'importance de cette bande de fréquences pour l'introduction de la 5G mobile en France, nous considérons que l'ARCEP devrait prévoir des obligations de déploiement plus strictes.

En outre, s'agissant des deux autres échéances (18 mois après la délivrance de l'autorisation et 1er janvier 2022), nous estimons que l'obligation de déploiement ne devrait pouvoir être satisfaite que par l'utilisation des fréquences de la bande 3.5GHz.